



---

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

**Session Plénière du 22 Février 2018**

**Intervention de Charles de GEVIGNEY**

**Rapport N° 18.01.02 Fonds Structurels Européens Post 2020**

Monsieur le Président, chers collègues,

Ce rapport sur la contribution qu'entend apporter la Région Centre Val de Loire aux **Fonds Européens structurels et d'investissements** entre étonnamment en résonance avec la fébrilité des interventions médiatiques récentes du Président, que ce soit sur la modification de la carte des **Zones Agricoles Défavorisées**, ou sur l'éventuel abandon par l'Etat des lignes ferroviaires dites « 7 à 9 ». Comme à son habitude, dans une rhétorique bien rodée, l'exécutif régional déplore des effets dont il chérit les causes !

Car qu'il s'agisse du déclassement des Zones agricoles, ou du rapport sur le ferroviaire destiné à préparer les esprits aux futures coupes budgétaires massives que s'apprête à réaliser le gouvernement de monsieur Macron dans ce domaine, vous faites mine de découvrir les effets délétères de politiques qu'aujourd'hui même, dans cette enceinte, vous continuez d'initier ; poussant des cris d'orfraie à propos de choix qui ne sont rien d'autre que la conséquence de vos propres actions.

Ce rapport, au travers de termes particulièrement choisis, démontre de manière stupéfiante avec quelle audace les Régions entendent désormais se substituer purement et simplement au rôle de l'Etat, en ne se cachant plus de reléguer ce dernier au rang de simple financeur des programmes régionaux. Vous ne citez d'ailleurs plus la France, mais vous parlez « des territoires » ! Vous félicitant que (je cite) « **la stratégie européenne place la Région comme collectivité intermédiaire entre l'Europe et les territoires** ». Et la conclusion qui précède votre signature est sans détour : « **La Région constitue la bonne échelle territoriale pour redonner corps au projet européen...** ». Ne masquant plus votre objectif obsessionnel et très clair de déliter l'Etat Nation au profit de l'Union européenne, vous poussez le pion sans détour à la page 10 en affirmant : « **Par ailleurs il conviendrait d'engager une clarification des rôles entre l'Etat et les Régions... (car)... la Commission européenne propose que les deux piliers de la PAC soient intégrés dans un seul et même plan stratégique, soit au niveau national, soit au niveau régional** ». Sous-entendu, par la tonalité de l'ensemble de votre rapport, que l'Etat doit évidemment disparaître du premier pilier de la PAC, laissant ainsi les Régions prendre seules la main sur « **les territoires...** ».





---

## Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Je vous renvoie à ce stade au discours prémonitoire, en 1992, de Monsieur Philippe Seguin devant l'Assemblée Nationale qui, fustigeant le risque de nouvelles féodalités induit par la régionalisation de l'Europe, interrogeait ses pairs en ces termes : « ... **nous avons pourtant choisi la décentralisation de l'Etat ? Pas sa désintégration !** »

Ce grand démocrate n'était pourtant pas soupçonnable d'extrémisme... Mais il avait vu juste ! Votre premier objectif de faire disparaître les départements étant désormais presque atteint, vous annoncez maintenant clairement la couleur du second : faire disparaître l'Etat !

Mais la réalité Monsieur le Président, c'est que votre tardive inquiétude pour un déséquilibre grandissant entre les territoires ruraux et les villes ne suffira pas à masquer la responsabilité qui est la vôtre dans ce phénomène. Comment pourriez-vous nier qu'en un demi-siècle, votre décentralisation dogmatique, votre acharnement à substituer l'Union européenne à l'Etat, ont ruiné, et le fonctionnement du ferroviaire de la France, et la compétitivité de son agriculture ?

Par ses politiques, par ses choix idéologiques, la Région, vous-même, exacerbez jour après jour ces inégalités par votre soutien sans faille au processus de métropolisation. Des décisions au quotidien de l'exécutif de cette assemblée arbitrent en permanence en faveur des grandes villes contre les intérêts fondamentaux des territoires ruraux. On pourrait citer à titre d'exemple l'extension aux agglomérations du dispositif « **ID en campagne** », basculant forcément des crédits acquis aux territoires ruraux vers les villes déjà biberonnées à l'argent public de vos coûteuses politiques de la ville. Votre refus, quand cela vous arrange, de participer au routier structurant (comme Tours-Loches-Châteauroux) alors que l'automobile est l'un de vos premiers postes de recettes. Et puis certains de vos choix de priorités budgétaires dont il faudra bien un jour rendre compte.

Au travers de vos derniers communiqués de presse, que nous aurions pu signer, vous semblez découvrir dans la douleur les effets parfois désastreux de vos propres choix. Mais il faut pourtant rappeler que nos nombreuses mises en garde, par le passé, n'ont toujours reçues comme réponse que l'accusation méprisante de notre présumée volonté de vouloir opposer les villes aux campagnes.

Je vous remercie.

